



Vendredi 19 juin 2015

## Questions / réponses

Questions posées par les participants et pour lesquelles la réponse n'a pas été donnée oralement durant la conférence en ligne. Certaines questions très spécifiques nécessitent une réponse plus approfondie. Elles seront publiées prochainement.

**Question 1. Bonjour, comment est évalué ce pourcentage de données consultables ?**

**Marc Léobet :** Par analyse du CSW du Géocatalogue national.

**Question 2. Quand on parle de données téléchargeables et dans le cas de ressources accessible via WMS, doit-on donner un access au fichier geoTIFF ? Quid de fichiers "tuilés" ? Des exemples ?**

**Marc Léobet :** Les données téléchargeables sont d'abord des données SIG, dans les différents formats informatiques. Les données images sont souvent trop lourdes pour passer par internet, mais si ça passe, c'est parfait.

**Question 3. Quels impacts sur les IDG de la réforme territoriale ? Ex: Alsace/Lorraine/Champagne-Ardenne ?**

**Marc Léobet :** J'ai cru comprendre que les échanges étaient fournis ! Mais ce sont aux plateformes de répondre.

**Question 4. Il me semble que la région Languedoc Roussillon dispose de beaucoup plus de données à télécharger.**

**Marc Léobet :** Sans doute, mais où ? Nous présentons une "vue de l'extérieur", comme si nous étions un bureau d'études lambda ne connaissant pas les organisations locales.

**Question 5. Bonjour, y a-t'il une contrainte réglementaire à la mise en œuvre d'IDG régionale ?**

**Marc Léobet :** Non.

**Question 6. Est-ce que les chiffres de téléchargement des données par département sont issus des séries de données publiées sur Géo-IDE Catalogue ?**

**Marc Léobet :** Oui, via le Géocatalogue national.

**Question 7. Le cadastre des services fiscaux et le cadastre de l'IGN vont-ils fusionner un jour ?**

**Marc Léobet :** Oui, c'est la RPCU (faire une recherche sur ce nom sur internet SVP).

**Question 8. Bonjour, pourrait-on avoir, ou existe-il une liste des adresses internet pour téléchargement (data/ministères/région/...) ?**

**Marc Léobet :** Oui, c'est le Géocatalogue national qui joue ce rôle.

**Question 9. Bonjour, La Directive concerne-t-elle uniquement les données spatiales ou aussi les séries temporelles géolocalisées (mesure d'une variable à un endroit donné) non consultable sous la forme de cartes mais sous la forme de graphiques ?**

**Marc Léobet :** Oui : toutes les données liées à un lieu, même indirectement, lorsqu'elles entrent dans le champ (très large) de la directive)

**Question 10. Bonjour M. Léobet, qui définit les priorités ? Le CNIG ? LE MEDDE ?**

**Marc Léobet :** Le MEDDE pour ce qui le concerne, mais le CNIG est le lieu du consensus général : c'est le retour des membres du CNIG (= les collectivités) qui aideront à définir les priorités collectives.

**Question 11. Qu'entendez-vous par occupation du sol ?**

**Marc Léobet :** Ce qu'on voit depuis une photo aérienne, c'est ce qui couvre réellement le sol : urbanisation, agriculture...

**Question 12. Y a-t-il des dispositions concernant les données de la recherche, qui nécessite la plupart du temps un délai de mise à disposition afin de permettre la valorisation (publications) de ces données ?**

**Marc Léobet :** Oui : contactez l'UMS BBEES, du CNRS.

**Question 13. Bonjour, pourrez-vous transmettre le fil des questions/réponses avec les supports de présentation ? Merci !**

**IGN :** Vous recevrez l'ensemble des questions / réponses sous forme de FAQ sur notre site web.

**Question 14. Quand vous parlez de données SIG vous voulez dire de type « vectoriel » ?**

**Marc Léobet :** Pas seulement : données maillées (images, MNT), données statistiques...

**Question 15. Bonjour, les données ont-elles vocation à être mises à jour régulièrement ?**

**Marc Léobet :** Oui : au plus tard 6 mois après leur mise à jour interne. Nous sommes dans l'utilisation par les autorités publiques, les données doivent être à jour.

**Question 16. Bonjour M. Léobet, est-ce que les fichiers PDF qui sont publiés peuvent être considérés comme téléchargeables ?**

**Marc Léobet :** Oui, mais uniquement si les fichiers (vecteurs) sources ont disparu. La valeur est dans la donnée source, mais c'est toujours mieux que rien.

**Question 17. Est-ce que le GML est un format rendu obligatoire par la Directive ?**

**Marc Léobet :** Oui, même s'il y a des débats entre Européens sur ce point. Voir la présentation de Frédéric Brönnimann en ce moment.

Pour le moment, ce n'est pas la priorité et un format SHAPE est toujours bienvenu.

**Question 18. Le prochain rapportage Inspire prendra-t-il en compte la qualité des métadonnées et données ?**

**Marc Léobet :** Des métadonnées oui, via le validateur, mais nous n'avons pas en Europe de validateur de conformité des données.

**Question 19. Où peut-on accéder aux modèles de données inspire ?**

**Marc Léobet :** Sur le site INSPIRE du JRC, il y a les schémas XML.

**Question 20. Le catalogue est très intéressant c'est le retour des personnes extérieures mais un peu compliqué dans la recherche d'une donnée précise, y aura t-il des améliorations pour la recherche ?**

**Marc Léobet :** Nous y travaillons, en tout cas !

**Question 21. Concernant les séries temporelles, y a-t-il comme perspective de proposer des standards de diffusion tels que SOS/SensorML à l'instar de WMS, WFS... pour les données spatiales ?**

**Marc Léobet :** Absolument !

**Question 22.** La carte sur les données téléchargeables des conseils départementaux date de septembre 2014 sur votre powerpoint ou a-t-elle été mise à jour ? Car plusieurs départements notamment la Manche ont un certain nombre de données téléchargeables sur le géocatalogue national.

**Marc Léobet :** Les données datent du 22 mai 2015. Ces cartes visent justement à interpeller les acteurs pour corriger certains problèmes (par ex. de moissonnage) à tous les niveaux, y compris au nôtre. Nous avons tous à progresser, l'évaluation sert d'abord à cela.

**Question 23.** Les autres états EU ont-ils aussi des difficultés à lire le GML ?

**Marc Léobet :** Oui !

**Question 24.** Bonjour M. LEOBET, pensez-vous qu'à terme l'ensemble des plateformes seront sur un unique site ?

**Marc Léobet :** Non. Nous avons inventé INSPIRE pour permettre le partage sans passer par la concentration, qui est impossible (ne serait-ce que politiquement).

**Question 25.** Il est clair que le degré de lancement dans cette belle aventure est équivalent à l'importance de la structure ! Quelle aide accordée au plus petit niveau (commune) pour essayer de rattraper son retard ?

**Marc Léobet :** L'aide vient des plateformes géographiques régionales. Cela semble la plus efficace et adapté.

**Question 26.** Savez-vous si les éditeurs de logiciel SIG ont prévu dans leur feuille de route de lire ce "fameux" format .GML?

**Marc Léobet :** J'ai compris que la plupart des éditeurs savent lire du GML, à condition qu'il soit simple.

**Question 27.** Bonjour la présentation au format audio est-elle prévue ?

**IGN :** L'enregistrement vidéo de la conférence est en ligne sur notre site.

**Question 28.** Ne devrait-on pas inverser l'approche et trouver des cas d'utilisation nationaux encourageant les acteurs publics à produire et diffuser certaines données ciblées comme pertinentes en termes de réutilisation ?

**Marc Léobet :** La démarche top-down ne fonctionne pas : tous les niveaux du territoire doivent être intéressés à ces fameuses couches nationales. D'où l'importance d'avoir les propositions du CNIG

**Question 29.** Un projet d'envergure (du genre Lambert93) sera t-il mis en place pour aider les producteurs (hors IGN, Shom, INSEE, ...) à rendre interopérable leurs données produites ?

**Marc Léobet :** C'est encore un peu lointain, mais c'est une question à laquelle il faudra répondre (bonne question!)

**Question 30.** A côté des tests qui ont "été faits" par des producteurs de données, savez-vous qui vient chercher des données ? Avez-vous demandé à des bureaux d'études de tester l'accès ?

**Marc Léobet :** Non, pas encore.

**Question 31.** Avez-vous un cas de moissonnage de données depuis le géocatalogue vers un catalogue thématique (Type GeoNetwork) ?

**Marc Léobet :** Oui, il me semble, mais c'est difficile à tracer depuis chez nous.

**Question 32.** M. Bronnimann, pourquoi GML est pas SHP ou autre ? Choix technique ou politique ?

**Marc Léobet :** Choix politique.

**Question 33.** Quand on télécharge des jeux de données (par exemple plan cadastral au format vecteur), on obtient des données sur un territoire beaucoup plus vaste que le nôtre. Faut-il laisser tel quel dans notre catalogue géosource ce jeu de données, ou modifier l'emprise en restreignant à notre territoire ?

**Marc Léobet :** Pour l'usage oui, il faut adapter à son territoire, mais par pitié ne pas rediffuser (cf. guide de gestion des catalogues du CNIG)

**Question 34.** Le format .gml s'adapte-t-il aux données raster ?

**Marc Léobet :** non, à ma connaissance. Le GML est pour le vecteur, il y a des formats dédiés pour images, MNT et statistiques.

**Question 35.** Outre l'interopérabilité 'informatique', qu'en est-il de l'interopérabilité 'spatiale' : partage consensuel des tracés des frontières, partage des exutoires de réseaux (routier, hydro...) ?

**Marc Léobet :** c'est en effet l'étape suivante. Le partage entraîne la réutilisation, qui permet de mieux adapter la donnée elle-même aux besoins. Du point de vue du MEDDE, on a les illustrations de la RPCU, de la BAN, de la future base hydrologique métrique

**Question 36. Il semble que les PSMV doivent être dématérialisés : existe-t-il un modèle CNIG ?**

**Aline CLOZEL:** Oui, nous avons adapté les prescriptions nationales PLU/POS aux PSMV.

**Question 37. Quel l'intérêt pour l'état ? Relancer l'économie en simplifiant l'accès aux données ?**

**Marc Léobet :** Réduire les coûts de l'action publique.

**Question 38. Est-ce que les DU numérisés publiés via géo-IDE Catalogue par une DDT sont ou seront moissonnables vers le Géoportail de l'urbanisme ?**

**Marc Léobet :** Ce sont les autorités responsables (= les communes) qui alimenteront le GPU.

**Question 39. Quel intérêt pour les collectivités ? Et pour finir quel intérêt pour les opérateurs publics ? Peut-être pouvoir travailler avec de nouvelles données extérieures pour mieux valoriser ses propres données ?**

**Marc Léobet :** Pouvoir travailler plus efficacement avec les données financées par le contribuable dans d'autres structures publiques.

**Question 40. Vous parlez de remise en cause de la validité juridique d'un PLU non diffusé il ne serait plus opposable?**

**Aline CLOZEL :** <http://georezo.net/blog/sigurba/2014/04/25/1569/>

"A l'échéance 2020, la publication devra obligatoirement se faire sur le Géoportail national de l'urbanisme, au format CNIG. Condition pour rendre le document exécutoire."

**Question 41. Quelle structure devra mettre à dispositions les données d'urbanisme et les servitudes sur le GPU ?**

**Aline CLOZEL :** les servitudes seront déposées sur le GPU par leurs gestionnaires. Pour les données d'urbanisme ce sont les collectivités avec l'appui éventuel des IDG régionales et le GPU où elles pourront déposer leurs données

**Question 42. Qu'est-il attendu concernant l'historique d'un DU ? Il est souvent nécessaire de se référer aux versions passées**

**Aline CLOZEL :** C'est un point important effectivement. Il est important (mais en local) de garder l'historique des différentes versions de manière à pouvoir revenir en arrière si nécessaire.

**Question 43. Bonjour, Il y a une confusion format de livraison Covadis (mapinfo)/CNIG. Quelles préconisations de formats informatiques sont prévues pour le Géoportail de l'Urbanisme ?**

**Aline CLOZEL :** Les prescriptions nationales sont bien les prescriptions CNIG. Le format COVADIS comme l'implémentation mise en place par ESRI avec Arcopole est une implémentation des prescriptions nationales dans un format et une organisation spécifique.

**Question 44. Certains projets européens traitant des risques majeurs à l'échelle européenne mentionnent clairement INPIRE comme outil fédérateur surtout comme socle commun pour le développement de méthodologie d'analyse. N'y a-t-il pas un décalage entre le souhait politique et la faisabilité de tels projets transfrontaliers à l'échelle de deux à trois ans?**

**Marc Léobet :** Nous croyons que non : c'est juste une utilisation au niveau européen.

**Question 45. Bonjour, pourquoi avoir deux standards COVADIS et CNIG ? Pour la numérisation des PLU, peut t on se baser essentiellement sur le standard CNIG?**

**Aline CLOZEL :** Oui, le standard national est bien le standard CNIG. Covadis n'est d'une certaine manière qu'une adaptation pour les services du ministère.

**Question 46. Qu'en est-il des AVAP ou ZPPAUP ? Qui doit les diffuser ? Les communes?**

**Aline CLOZEL :** Le cas des ZPPAUP, zones de protection du patrimoine architectural et urbain, et des périmètres de protection des monuments historiques est différent. En effet, il s'agit là de servitudes d'utilité publiques qui se superposent au PLU. Notons que les ZPPAUP, suite à la loi Grenelle 2 ont été rebaptisés sous le nom « d'aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine ».

<http://georezo.net/blog/sigurba/2011/10/11/psmv-zppau-et-amvap/>

**Question 47. Donc aucun souci pour mettre en ligne une version datée, en prenant les précautions d'usages ?**

**Marc Léobet :** Oui.

**Question 49. Bonjour, qu'en est-il des plateformes régionales? Nous avons assez peu de remontées à ce sujet.**

**Marc Léobet :** Manque de temps mais le cœur de l'accompagnement

**Question 48. Pour faire suite à une contribution : y-a-t 'il a une différence entre obligation de publicité et obligation du Géoportail de l'urbanisme : la collectivité locale ne peut donc pas utiliser ses propres moyens (comment procède aujourd'hui Avignon ?)**

**Aline CLOZEL :** Je suis membre du groupe de travail mais localement, sur mon territoire, nous ne sommes pas très avancés... En tous cas pour ce qui concerne le Géoportail de l'urbanisme la mise à disposition des données sur ce GPU se rajoutera aux obligations de publicité existantes en 2020

<http://georezo.net/forum/viewtopic.php?id=73022&p=5>

**Question 49.** Un sentiment est qu'ISO 19115 soit un peu limité pour décrire des données d'écologie ou environnementales. Est-ce votre sentiment ? Y a-t-il des perspectives de mieux prendre en compte ce type de données ?

**Marc Léobet :** Je ne pense pas que nous ayons des problèmes avec ISO 19115.

**Question 50.** Peut-on accéder à l'étude sur les mesures d'accompagnement à envisager au niveau CNIG?

**Marc Léobet :** Toute la production du CNIG est publique.

**Question 51.** Le RPCU sera mis en place après le GPU ? Cela me semble un peu problématique non ? Notamment pour la numérisation des DU ?

**Marc Léobet :** La RPCU est lancée, mais il va y avoir à gérer ces deux fronts, en effet.

**Question 52.** Je voudrais savoir si le modèle de données Inspire existe concernant les risques majeurs ?

**Marc Léobet :** Oui pour les risques naturels.

**Question 53.** En DDT nous sommes sollicités régulièrement pour fournir à des BE les DU numérisés. Peut-on utiliser la publication sur Géo-IDE catalogue pour donner l'accès aux métadonnées et données ?

**Aline CLOZEL :** A mon sens oui, l'important est d'échanger les données. Mais voilà une réponse toute personnelle et pratique. La gestion et publication des DU relève désormais des collectivités territoriales. Les SUP gérées par les Ministères de l'écologie / agriculture pourront être déposées sur Géo-IDE et moissonnées par le GPU.

**Question 54.** Serait-il envisageable de missionner les plateformes régionales spécifiquement sur l'animation, la coordination car aucune ne fonctionne de la même façon ?

**Marc Léobet :** En effet, elles s'adaptent aux réalités régionales, c'est une qualité.

**Question 55.** Suite à ma question PSMV : Où trouve t on cette adaptation aux PSMV ?

**Marc Léobet :** PMSV ?

Dans le standard CNIG Plu v2014, pages 12, 32 etc.